Comment l’agriculture urbaine est en train de réussir son pari improbable de devenir rentable

22/09/2014 à 6h00

Atlantico : L’agriculture urbaine est-elle un phénomène nouveau et en croissance ?

Christine Aubry : C’est une agriculture située dans la ville ou dans sa périphérie mais en lien fonctionnel fort avec la ville, notamment à travers ses produits. En suivant, cette définition, il existe déjà des types d’agriculture urbaine, qui sont rentables et fonctionnent sur des business models tout à fait classiques.

Il s’agit, en particulier dans nos pays industrialisés, de tous les phénomènes de maraîchages péri-urbains, en particulier en circuit court. Aujourd’hui, une bonne partie des villes françaises ont d’ailleurs peu ou prou ce qui ressemble à une ceinture verte maraichère. Et ce phénomène, qui existe depuis plusieurs décennies, est en croissance et se diversifie.

Toutes les formes d’agriculture urbaine sont-elles commercialement rentables ?

On observe désormais des formes plus émergentes d’agriculture intra-urbaine dans nos contrées, soit en plein sol, lorsque les villes sont suffisamment denses, comme dans les métropoles nord-américaines par exemple. Là encore, il s’agit de systèmes économiques de vente maraichère, le plus souvent en circuit court.

L’autre forme d’agriculture intra urbaine concerne les espaces bâtis, qui sont aujourd’hui un peu en ligne de mire, c’est-à-dire la colonisation du bâti urbain par des formes agricoles. Dans cette catégorie, on distingue les formes commerciales, essentiellement sous serres hydroponiques, et les formes de récupération de friches industrielles, pour y développer de l’agriculture.

Si ces techniques ne sont pas nouvelles, elles permettent de récupérer chaleur et déchets urbains. Enfin, il existe une troisième forme d’agriculture urbaine, qui elle, en revanche, n’est pas prioritairement orientée vers la vente de produits, et qui fonde donc son modèle économique plutôt sur une multifonctionnalité.

Par exemple, on voit de plus en plus, surtout en région parisienne, des projets qui mixtent une petite partie productive, comme une vente en AMAP (Association pour le maintien d’une agriculture paysanne), mais aussi et surtout, des services rémunérés, du type accueil pédagogique, insertion sociale ou même liés à la biodiversité.

La faible distance entre producteurs et consommateurs permet-elle de réduire les coûts?

Oui, en théorie. C’est bien pour cela que, y compris chez les maraichers péri-urbains, ce sont plutôt ceux qui sont en circuit court et diversifiés qui survivent. Mais ce n’est pas forcément toujours le cas, en particulier en ce qui concerne les consommations d’énergies rapportées au kilo de matière produite.

Des chercheurs allemands ont notamment pu montrer que, dans certains circuits courts, on arrivait à dépenser autant, voire plus d’énergie fossile que dans les circuits longs parce que la logique des circuits longs et de la grande distribution sont depuis très longtemps organisées, précisément pour limiter ces coûts-là. Alors que les circuits courts, pour

partie d’entre eux, sont encore assez artisanaux.

Le problème aujourd’hui est donc bien de réduire ces coûts énergétiques qui sont des coûts financiers. L’intérêt de faire de la culture hors-sol, ou hydroponie, en ville, bien que cela n’ait pas été encore totalement démontré, sauf peut-être au Canada, réside hypothétiquement dans la possibilité de produire d’autres produits, notamment des variétés plus anciennes, qui ne supportent pas le transport.

Quels sont les avantages économiques qui expliquent le développement de l’agriculture urbaine en marge de l’agriculture rurale ?

En fait, l’agriculture urbaine ne possède pas que des avantages monétaires. La Ville de Paris a ainsi expérimenté depuis 2013 une quinzaine de projets innovants d’agriculture urbaine car la demande des habitants est forte. Beaucoup expriment une volonté de revenir vers la pratique de la culture, affichent un intérêt pour l’origine de leur alimentation, attachent de plus en plus d’importance à la qualité et à la fraîcheur des produits et souhaitent une relocalisation progressive de la production à leur proximité. Cette demande, qui correspond à un mouvement de fond, est d’ailleurs croissante.

Certains entendent aussi agir de cette façon sur les pratiques de l’agriculture traditionnelle. D’où l’engouement pour les jardins associatifs, en particulier. Le plus souvent, les porteurs de l’agriculture urbaine ne sont d’ailleurs pas originaires du monde agricole, mais sont des urbanistes ou des architectes. Et même si les quantités produites sont moindres qu’en milieu rural, leur valeur ajoutée reste forte. Dans tous les cas, l’agriculture urbaine ne remplacera pas l’agriculture rurale, mais vient en complément.

L’agriculture urbaine est-elle plus économe en eau ?

Oui, en ce qui concerne les serres hydroponiques par rapport

aux cultures en pleins champs. La consommation d'eau peut être diminuée de moitié, mais elle est d'abord liée aux systèmes et aux techniques utilisés et non à la localisation des cultures dans les villes. Mais généralement, l'agriculture urbaine est assez gourmande en eau. La consommation d'eau est alors plus ou moins importante en fonction de la nature de la production. C'est le cas notamment des productions maraichères et horticoles, plus gourmandes en eau par rapport aux cultures de blé et d'orge, par exemple.

Cette filière bénéficie-t-elle d'aides économiques ou de subventions publiques?

En fait, l'agriculture urbaine n'est pas encore reconnue comme une forme d'agriculture en tant que telle. Il existe pour l'instant un vide juridique et économique sur le sujet. En tout cas, cette forme d'agriculture ne reçoit aucun financement européen dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC), ou même de subventions publiques gouvernementales. Seules les villes, en France, au niveau local, contribuent, comme pour la ferme de Gally dans les Yvelines.

Atlantico